

# Lettre ouverte de ressortissants de la Kémo et de la Nana-Gribizi au président Touadera

Fait le 3 décembre 2025

À l'attention de l'opinion publique centrafricaine,

Aux autorités nationales et locales,

Aux médias publics et privés,

Depuis quelques jours, une lettre présentée comme émanant des « enfants » de préfecture de la Kémo et de la Nana-Gribizi » circule sur les réseaux sociaux et dans certains médias, accusant des cadres et élus de nos préfectures d'avoir mobilisé plus de 16 millions de francs CFA pour la campagne du Président Faustin-Archange Touadéra, alors que nos villages continuent de croupir dans l'abandon et la pauvreté.

En tant que ressortissants de ces deux préfectures, attachés à la vérité, au dialogue et à la dignité de nos concitoyens, nous tenons à préciser qu'il existe une branche importante des fils et filles de la Kémo et de la Nana-Gribizi qui ne se reconnaît ni dans ces pratiques, ni dans la façon dont cette mobilisation a été présentée comme « l'expression » de nos régions.

## 1. Une minorité ne peut parler au nom de tous

Selon les informations publiquement relayées, environ 70 à 80 personnes auraient contribué à cette collecte et organisé la réception du Président à l'école de Gobongo dans l'arrondissement du 4eme2, à Bangui. A cette occasion, cette élite politique membre du parti présidentiel aurait retenu Sibut comme ville devant accueillir les cérémonies du lancement de la campagne présidentielle le 13 décembre 2025 prochain.

Nous rappelons que ces personnes, pour respectables qu'elles soient, ne représentent pas la totalité des ressortissants de la Kémo et de la Nana-Gribizi, ni sur le plan démographique, ni sur le plan sociologique. Elles engagent avant tout leur propre choix politique, ce qui est leur droit le plus strict dans un État démocratique.

De la même manière, il est de notre droit, en tant que citoyens centrafricains, de rappeler que toutes les sensibilités politiques et toutes les composantes sociales de nos préfectures doivent pouvoir s'exprimer librement, y compris lorsqu'elles ne partagent ni les priorités, ni la méthode, ni le calendrier retenu.

## 2. Sibut, ville choisie pour le lancement de la campagne 2025: une cohérence à justifier

Le choix de Sibut comme ville de lancement de la campagne présidentielle n'est pas neutre. Il intervient dans une histoire longue où notre région a souvent été utilisée comme vitrine politique sans retombées structurelles durables pour les populations en extrême pauvreté et manipulée, voir exploitées pour leur ignorance de la situation qui prévaut ailleurs comme au Burkina ou des jeunes dirigeants se soucient et s'occupent réellement de leur peuple et leur population.

A Sibut on se souvient qu'en 1972, le président Jean-Bedel Bokassa alors dans sa gloire de Président à Vie ( extrêmement craint pour sa violence mais pas encore couronné Empereur) avait proclamé Sibut « capitale du coton », à la suite d'une production record dans la Kémo-Gribingui. Le maire de l'époque, M. Yangakola (un autre ancien Combattant de la France Libre), avait publiquement interrogé ce choix, soulignant le décalage entre les discours et l'absence d'investissements concrets en faveur de la préfecture. La cérémonie s'était achevée dans la confusion, sans suite réelle.

Plus récemment, en décembre 2020, le programme PAPEUR (Programme d'appui à la promotion de l'entrepreneuriat en milieu rural) avait choisi Sibut pour lancer officiellement ses activités en faveur du monde rural centrafricain, par ce que Mala produisait beaucoup de Maïs. Là encore, l'événement avait été récupéré dans un contexte de campagne électorale, sans que l'on puisse aujourd'hui identifier clairement les réalisations tangibles de ce programme dans la Kémo. Le producteur de maïs et paysan de Mala, celui de Ngreko, le pêcheur de Possel ou Ndjoukou encore moins l'éleveur de Katakpa ou de Ndenga ou des Mbrès n'ayant vu aucun des tracteurs distribués à la suite du projet PAPEUR. Tout le monde se demande ce qu'il en est de relance de l'usine d'égrenage de Guiffa ou de la réouverture des CREF de Ngoumbéle, Tilo ou Mala . Ces Centres Ruraux d'Educatons et de Formation étaient censés être financés par le projet PAPEUR.

En 2025, alors que la Coalition Touadéra 2025 revendique une forte mobilisation populaire à l'approche de l'élection présidentielle, il est légitime et même nécessaire que les ressortissants de la Kémo et de la Nana-Gribizi puissent s'interroger en demandant des éclaircissements publics sur le choix de Sibut comme lieu de lancement de campagne, et surtout sur ce que cela signifie concrètement pour le développement de la région.

### 3. Une réalité socio-économique et éducative alarmante

Derrière les cérémonies, les banderoles et les discours, la réalité quotidienne de nos populations est connue de tous :

- Les lycées de Sibut, Dékoa et Kaga-Bandoro et du collège de Mala fonctionnent avec très peu de professeurs titulaires formés dans des établissements pédagogiques reconnus.

Dans plusieurs établissements, ce sont des maîtres-parents, parfois au niveau académique limité, qui assurent même les classes d'examen, y compris l'enseignement de la philosophie en Terminale.

- Les hôpitaux préfectoraux et les principaux centres de santé de la région sont, pour l'essentiel, soutenus par des ONG, avec un appui très insuffisant et irrégulier de l'État, tant en infrastructures qu'en équipements et en personnel qualifié.

- La route nationale n°2, reliant Sibut à Bambari, est dans un état déplorable, compromettant les échanges commerciaux, l'évacuation sanitaire et la circulation des personnes vers l'extrême EST de la RCA.

- L'axe Bouca-Daya-Dékoa-Tilo-Mala-Grimari stratégique pour le commerce depuis le Nigeria en passant par Mbaïboum, Bambari et Bangassou. En direction de Bangui, nous avons l'axe Galafondo, Possel-Ndjoukou. Ces axes sont aujourd'hui des exemples typiques de pistes rurales abandonnées où la population est oubliée.

- L'axe Bangui-Damara-Sibut, est unique en son genre pour les activités génératrices de revenus à travers la production et la vente de bois de chauffe pour alimenter la capitale. Cette économie de survie contribue à la déforestation, et représente l'activité contradictoire à la lutte mondiale contre le réchauffement climatique sans qu'un véritable plan de transition, de reboisement ou de diversification économique soit mis en place.

Dans ce contexte, voir des millions de francs CFA mobilisés par l'élite politique régionale qui gravite autour du pouvoir s'activer pose problème. Pour une cérémonie politique, l'élite contributrice se doit d'annoncer clairement son programme chiffré qui justifierai l'adhésion de cette population manipulée. Il lui est prié de dévoiler le plan de développement réel pour la Région 4 (Kémo, Ouaka, Nana-Gribizi, Bamingui, etc.).

La population locale attend plus que la distribution planifiée du sucre, du sel, des T-Shirts et des pagnes à effigies. Elle s'interroge profondément sur l'avenir après dix ans passées à attendre.

#### 4. Ce que la population attend d'une venue présidentielle à Sibut

Nous tenons à préciser que nous ne contestons pas le droit du Président de la République, candidat ou non, de se rendre à Sibut ni de lancer sa campagne là où il le souhaite. Ce que nous contestons, c'est l'instrumentalisation de nos populations comme simples décors de communication, alors que leurs besoins prioritaires et primordiales restent ignorés.

La RCA n'est pas seulement Bangui mais bien plus. Dans les provinces, Bambouti, Nola, Mala, Ndjoukou, Nguia, Mbali, Ouandago, Yaligaza, Mouka, Mangamba, Birini, Yalinga, Dara fou, Dambia, Kafjema, Doum, Bangoran, Sabot, Adoumandjali, Balangba, Kpalinda, etc..font encore partie de la République centrafricaine.

Si Sibut doit servir de ville pour le lancement de campagne, nous demandons que cet évènement soit le signal clair d'un tournant et non une promesse sans le demain comme les autres dans le passé :

- Annonce et début effectif de programmes de modernisation des hôpitaux et centres de santé de la région (bâtiments, équipements, personnel, médicaments).

- Plan concret pour la réhabilitation et l'équipement des lycées de Sibut, Dékoa, Kaga-Bandoro, avec un calendrier de recrutement et d'affectation de professeurs titulaires.

- Engagement chiffré pour la réfection des routes structurantes de la région, notamment la RN2, avec un suivi public des travaux.

- Construction ou réhabilitation des logements de fonctionnaires, ainsi que des bureaux dignes pour le gouverneur de région, les préfets et les conseillers régionaux, afin de garantir une présence effective de l'État.

Sans ces réponses précises et vérifiables, la venue du Président à Sibut ne sera, aux yeux de beaucoup de citoyens, qu'un épisode de plus dans une longue histoire de promesses non tenues et de communications sans lendemain.

#### 5. Questions adressées aux autorités et aux élites locales

En tant que ressortissants responsables et attachés à la paix, nous appelons à un débat public, non violent et argumenté, autour des questions suivantes :

- Combien de bâtiments neufs ont été construits ou réhabilités au lycée de Sibut
- Combien de professeurs titulaires y sont effectivement en poste aujourd'hui ?
- L'état réel de l'hôpital de Sibut en terme de lits, salles équipées, personnels qualifiés, maternité, matériel d'urgence
- Le gouverneur de région et les préfets disposent-ils de bureaux et de logements adaptés à leurs fonctions ?
- Quels sont, noir sur blanc, les projets structurants prévus pour Sibut, Dékoa, Kaga-Bandoro et l'ensemble de la Région 4 dans les trois à cinq prochaines années (éducation, santé, routes, économie rurale, culture et Art local) ?

Nous invitons les cadres, élus et responsables qui ont porté ce projet de réception présidentielle à répondre publiquement, par la voie des médias centrafricains et des réseaux sociaux, à ces interrogations légitimes.

Cette lettre ouverte ne vise pas à attiser la haine, ni à opposer les Centrafricains entre eux, mais à rappeler que la politique, en République centrafricaine, doit d'abord être au service du développement concret des populations et du respect de leur dignité.

À l'heure où les médias et les réseaux sociaux jouent un rôle central dans la construction de l'opinion, nous appelons chacun - responsables politiques, journalistes, militants, citoyens - à plus de responsabilité, de transparence et de vérité dans la manière de parler au nom des régions et de leurs habitants.

Fait le 3 décembre 2025 par le porte-parole des sans Voix, et les Représentants des ressortissants sans accès à l'électricité et aux Réseaux Sociaux de la Kémo et de la Nana-Gribizi non-affiliés au MCU et attachés à l'intérêt général.

P.I.

Jean-Pierre MARA,  
Ancien Député de la nation